

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
26 février 1976
No 436
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

UNE INITIATIVE DU PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE...

Pour la célébration unitaire du 105^e anniversaire de la proclamation de la Commune de Paris le 21 mars 1976

L'Humanité rouge a reçu voilà quelques jours la lettre suivante :

Dimanche 22 février 1976
Le Bureau politique du PCMLF
au quotidien l'Humanité rouge

Chers camarades,

Nous vous prions de publier le communiqué suivant :

«Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France a consacré une séance de travail à dresser un premier bilan du Rassemblement national ouvrier qui s'est tenu à Paris le 14 février de 14 à 24 heures sous le triple signe de la défense du principe de la dictature du prolétariat, de l'unité de la classe ouvrière, des ouvriers, et des petits paysans, des marxistes-léninistes pour un «Parti marxiste-léniniste unique», et de la lutte contre les deux superpuissances.

«Ce bilan s'est révélé hautement positif sur tous les plans.

«Le nombre des participants au Rassemblement, venus de toute la France, a été plus important que jamais dans un meeting marxiste-léniniste. Mais c'est surtout le contenu social de la foule présente qui a manifesté d'importants progrès dans la diffusion des idées marxistes-léninistes : ce contenu social a été essentiellement prolétarien ; ont été présents de nombreux ouvriers, des petits paysans et autres travailleurs salariés. La proportion des éléments de la petite-bourgeoisie, étudiants et enseignants notamment, a très sensiblement reculé par rapport aux précédentes manifestations organisées sous le signe du marxisme-léninisme et de la pensée-maoïse-toung. Cela constitue un progrès notable, ce qui ne signifie pas que doivent être rejetés les éléments en question, mais simplement qu'il importe de les placer sous la direction de la classe ouvrière, et de son idéologie prolétarienne. Le Rassemblement a été une grande manifestation de classe et de masse, au service des luttes révolutionnaires du prolétariat de France, dans l'étroite union des travailleurs français et immigrés.

«Par ailleurs le 14 février a marqué un progrès sensible du processus d'unification engagé à l'initiative du PCMLF depuis plusieurs mois. Quatre formations lui ont apporté leurs participations sous différentes formes : l'Humanité-Rouge, agissant en plein accord avec le PCMLF, le groupe «Le Travailleur», le groupe «La Cause du peuple» et la Fédération de Paris du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste). De nombreuses organisations étrangères anti-impérialistes ou marxistes-léninistes s'y sont également trouvées présentes. Au cours du meeting central, tous les orateurs des différentes formations se sont prononcés en faveur de l'unification des marxistes-léninistes, tandis que l'assistance composée de plusieurs milliers de personnes scandait avec enthousiasme : «Unité ! Unité ! Unité !»

«Le Bureau politique du PCMLF, tout en se félicitant de ces résultats, considère qu'il importe maintenant d'agir rapidement pour que l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste de France progresse encore davantage à travers les luttes de classe contre la bourgeoisie capitaliste, en démasquant les traîtres révisionnistes du faux Parti communiste français et en soutenant activement l'indispensable effort pour s'opposer aux entreprises hégémoniques des deux superpuissances, le social-impérialisme russe constituant à l'heure actuelle en Europe la plus dangereuse d'entre elles. Les marxistes-léninistes se lieront d'autant mieux aux masses et seront d'autant plus à même d'appliquer une juste ligne de masse, qu'ils seront animés par le profond et sincère désir de s'unifier et progresseront dans leur unification idéologique, politique et organisationnelle.

(Suite p. 3)

25^e Congrès du PCUS

BREJNEV : MENSONGES ET MENACES

Le rapport présenté par Brejnev devant le 25^e Congrès du parti révisionniste soviétique a été fait d'une part de mensonges, d'autre part de menaces.



Il a cherché à dissimuler le visage agressif de l'URSS en déclarant qu'elle ne «menace naturellement personne, ni à l'Ouest ni à l'Est» et qu'elle «n'a l'intention d'agresser personne». Brejnev est comme ces bandits pris en flagrant délit et qui cherchent à se disculper. C'est bien parce que les peuples discernent de mieux en mieux le vrai visage de l'URSS que Brejnev est obligé d'insister si lourdement. Mais ses paroles mensongères ne peuvent pas dissimuler l'occupation des pays d'Europe de l'Est par ses forces armées ni faire oublier l'invasion de la Tchécoslovaquie. Elle ne peuvent non plus cacher le développement considérable du potentiel militaire soviétique dirigé vers l'Europe de l'Ouest ni le déploiement de la flotte de guerre russe et ses manœuvres d'entraînement à l'agression.

Après avoir tenté de se disculper, Brejnev menace :

«Notre pays et les autres membres du Pacte de Varsovie renforceront leur alliance politique et militaire.» Pourquoi cela, si ce n'est pour se préparer à l'agression ?

En dépit de toutes les évidences, il devait affirmer que «l'URSS quant à elle n'a pas l'intention de construire des bases militaires dans l'océan Indien». Il n'a rien dit évidemment du renforcement constant de sa flotte de guerre dans cet océan.

Vis-à-vis de l'Allemagne il a réaffirmé la volonté du social-impérialisme russe de perpétuer la division de cette nation et de maintenir sa domination sur sa moitié Est.

Il devait encore oser dire que «l'URSS n'augmente pas son budget militaire» alors qu'on sait que sa production d'armements ne cesse de croître et dépasse celle des USA.

(Suite p. 2)

Paris-Rhône (Lyon)

la CGT perd 23% aux élections de délégués

LA MOISSON DES TRAITRES

Dernièrement jeudi 19 février ont eu lieu à Paris-Rhône Mermoz les élections des délégués du personnel. La CFDT qui a été à l'origine de la grève de 20 jours avec occupation et qui a été très active pendant toute la grève présentait 12 candidats (6 titulaires, 6 suppléants). La liste CFDT comportait les 6 délégués dont le patron demande le licenciement auprès du ministre du Travail après le refus de l'inspection du travail d'autoriser ces licenciements. Les résultats sont les suivants pour le collègue ouvrier.

2 314 inscrits, 1 715 suffrages exprimés.

- CFDT 913 voix soit 53,2 % ; 6 titulaires, 5 suppléants (plus 20 %).

- CGT 607 voix soit

35,3 % ; 3 titulaires 4 suppléants (moins 23 %).

- FO 197 voix soit 11,5 % ; 1 titulaire, 1 suppléant (plus 3 %).

Ceci montre qu'à Paris-Rhône beaucoup de travailleurs ont pris conscience de la trahison des révisionnistes dirigeants de la CGT, d'autant plus que, après la grève la section CFDT avait distribué un tract où elle accusait la CGT d'être responsable de l'échec de la grève. C'est donc bien en toute connaissance de cause que les travailleurs ont fait leur choix et qu'ils ont soutenu les positions de lutte de classes et anti-révisionnistes de la section CFDT.

D'autre part le principal dirigeant de la CGT Roger

Gay était délégué au 22^e Congrès du PCF et il participe actuellement sur le quartier du 8^e arrondissement (autour de Paris-Rhône) à une campagne d'explication de ce congrès. C'est donc en connaissance de cause également que les ouvriers de P.R. ont rejeté la CGT. Et, malgré tout une campagne de calomnies sur les délégués CFDT (des anciens étudiants gauchistes, vivant

sur le dos de leurs parents, etc.) qui a pu tromper un certain nombre de travailleurs honnêtes, les révisionnistes sont de plus en plus dénoncés par les travailleurs. Ces élections sont un échec pour les révisionnistes et le patron car les ouvriers ont montré qu'ils sont solidaires de leurs camarades licenciés et qu'ils soutiennent les délégués menacés de licenciement.

TRAVAILLEURS SOCIAUX
ET DE LA SANTE

Articles p. 4

Amérique latine :

Echec à Kissinger

Le périple de Kissinger en Amérique latine s'achève. Il aura été marqué par d'importantes et violentes manifestations populaires dénonçant l'impérialisme US, comme au Venezuela, où 40 000 étudiants ont manifesté contre sa présence, ou en Colombie.

Car ce voyage fait partie des plans de la politique hégémonique de l'impérialisme américain et vise à saper la politique de défense de l'indépendance économique et politique que suivent un nombre croissant de pays d'Amérique latine. Mais Kissinger s'est vainement évertué, dans nombre de pays latino-américains, à essayer d'imposer sa loi commerciale. Les temps ont changé, et il a le plus souvent rencontré la ferme opposition des pays latino-américains.

C'est ainsi que, au cours d'un repas officiel où il recevait Kissinger, le ministre péruvien des Affaires étrangères a déclaré que, dans le passé, les USA jugeaient d'autres pays «exclusivement en fonction de leur degré d'attachement ou de subordination aux intérêts des USA». A présent, le Pérou, en tant que nation non-alignée, doit rejeter la suprématie automatique et agressive des grandes puissances qui se considèrent comme des centres.

Abordant la loi américaine sur le commerce extérieur, le président vénézuélien l'a condamnée comme «inamicale envers le Venezuela». «Nous avons confiance en nous-mêmes», a-t-il affirmé, «nous sommes persuadés que nous pouvons promouvoir l'industrie pétrolière nationalisée sans l'aide des vannes d'autrui!»

RDA :

grève des travailleurs immigrés algériens

Dans son édition du 16/2/76, «le Nouvel économiste» rapporte qu'une grève de travailleurs immigrés algériens a éclaté en Allemagne de l'Est ; le motif en était : une paie insuffisante et de mauvaises conditions d'hébergement ; l'article indique encore qu'il y aurait plus de 5 000 travailleurs algériens en RDA, qui connaît une pénurie de main-d'œuvre du fait des transferts au sein du COMECON.

La RDA profite donc de cette main-d'œuvre bon marché ; cela est lié au stade différent d'organisation (maintien de secteur d'économie domestique et du coût de la vie moins élevé qui en résulte), séquelles de la colonisation française... C'est là une pratique néo-coloniale que nos bourgeoisies des pays capitalistes maîtrisent bien et utilisent largement. Cette pratique de brigandage international, de la part des pays révisionnistes, s'inscrit dans cette logique de la bourgeoisie. A cela s'ajoute la discrimination raciale, le traitement raciste des travailleurs algériens, ce qui trahit la profonde dégénérescence atteinte dans ces pays.

Interview du camarade

Kasimierz Mijal, secrétaire général du Parti Communiste de Pologne

Nous achevons ci-dessous la publication de l'interview accordée par le camarade Kasimierz Mijal, secrétaire général du Parti communiste de Pologne au journal «Roter Morgen», organe central du KPD (ml).

RM : Quelles sont les formes de lutte que doit employer la classe ouvrière polonaise dans ces conditions difficiles, pour s'opposer à l'exploitation et à l'oppression social-fascistes ?

KM : La lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation et l'oppression du régime contre-révolutionnaire de la clique Gierek a un caractère idéologique, politique et économique. Actuellement, ce sont différentes formes de lutte économique qui sont toutefois les plus employées, et auxquelles de larges masses d'ouvriers prennent part.

Cette lutte concerne les salaires, les normes de travail, la sécurité du travail, le chômage technique causé par des carences d'approvisionnement en matériel technique. Ces luttes dépassent aussi les limites d'usines isolées, et ce en raison de la pénurie de plus en plus grande sur le marché des biens de consommation courante. La forme que prennent les revendications et les actions des ouvriers dépend des conditions locales. Pour que l'organisation illégale ne soit pas découverte, cela a lieu par l'intermédiaire des délégués syndicaux locaux ou bien toujours par l'intermédiaire d'autres ouvriers. Lors des conflits de plus grande importance, les ouvriers constituent des délégations qui vont porter leurs revendications à l'administration. Pendant les événements de décembre 1970, les ouvriers ont formé des comités de grève et même des comités de ville, par exemple à Szczecin. Aux élections syndicales et à celles d'autres organisations ouvrières, les ouvriers expriment politiquement, par des questions et des critiques, le fait qu'ils sont mécontents des conditions de vie. Aux scrutins secrets, les candidats révisionnistes de l'administration sont rayés massive-

ment et les travailleurs élisent d'autres représentants. Les heurts des ouvriers avec la bourgeoisie et les grèves courtes ne se limitent pas à des entreprises petites et moyennes. Dans les grandes usines aussi, il y a des conflits explosifs qui éclatent et qui font actuellement courir à la clique Gierek le danger que la situation se dégrade ou que le mouvement de grève embrase d'autres usines.

Les ouvriers, surtout ceux des grandes usines, sont conscients de la force qui vient de leur concentration, de leur unité et de leur solidarité. Et c'est bien pour cette raison que la clique Gierek s'efforce de satisfaire les revendications ouvrières, de faire des compromis, de détruire l'unité d'action des ouvriers des grandes et des petites entreprises, des différents secteurs économiques — pour empêcher que le conflit ne s'aggrave et pour éviter une confrontation directe avec le prolétariat. La bourgeoisie a tiré certains enseignements des événements de décembre. Sa tactique a un certain effet, mais qui ne va pas durer longtemps.

RM : Quelle est l'attitude du PC de Pologne dans cette lutte ?

KM : Notre tâche la plus importante consiste à dénoncer à fond la trahison du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien par la clique Gierek, à dénoncer à fond la politique hégémoniste du social-impérialisme soviétique. Nous dénonçons la soumission des renégats polonais au social-impérialisme soviétique, et leur attitude résignée sur la question de la défense de l'indépendance et de la souveraineté de la Pologne. En même temps, nous insistons sur la nécessité de transformer les luttes ouvrières spontanées en un combat toujours mieux organisé et

pour ce faire, nous utilisons tous les moyens légaux et illégaux à notre disposition. Notre but est l'unité et la solidarité de la classe ouvrière dans l'action.

Le PC de Pologne appelle les ouvriers à s'opposer à toute attaque de la clique Gierek, qu'elle s'en prenne au niveau de vie ou qu'elle cherche à limiter les droits démocratiques de la classe ouvrière et des masses laborieuses, à la ville, à la campagne, dans les usines, dans les écoles et les universités. Nous considérons comme un problème important tout fait, même minime, qui touche aux conquêtes économiques, à la sécurité du travail ou aux droits politiques, ou qui vise à intensifier l'exploitation et l'oppression. Tous ces faits valent la peine que l'avant-garde du prolétariat engage le combat dans l'entreprise concernée. La lutte doit être menée de telle sorte qu'elle élève la conscience idéologique et politique, de telle sorte qu'elle renforce les sentiments d'unité, de solidarité et de force de l'action organisée de la classe ouvrière contre ses ennemis. C'est comme cela que la lutte, qu'elle soit une attaque ou une riposte, lutte pour les plus petites affaires des travailleurs, pourra prendre un caractère révolutionnaire, que le personnel des usines et entreprises en lutte pourra être mobilisé, que l'intérêt, la sympathie et le soutien des travailleurs pourra être acquis.

Nous savons que la lutte sera longue et dure. Mais nous savons que la victoire finale appartient à la classe ouvrière dans nos deux pays et dans tout le monde. Nous n'oublions pas les tâches qui nous sont imparties selon le principe de l'internationalisme prolétarien. Nous lions notre lutte à la lutte de tout le mouvement marxiste-léniniste mondial. Nous renforçons notre unité et notre solidarité avec le KPD (ml) et avec tous les partis et organisations marxistes-léninistes de tout le monde.



CHINE

HOMMAGE AUX MARTYRS DE L'ARMÉE ROUGE SOVIÉTIQUE

A l'occasion du 58^e anniversaire de la création des forces terrestres et navales de l'Union soviétique, les comités révolutionnaires des provinces du Liaoning, du Kirin, du Heilongkiang, du Houpei et de la ville de Liuta et les branches locales de l'Association d'amitié sino-soviétique ont déposé des couronnes devant les tombeaux des martyrs de l'armée soviétique, les monuments et les mausolées, à leur mémoire qui se trouvent dans ces localités. Sur ces couronnes, on lisait : «Que soient immortels les martyrs de l'Armée rouge soviétique tombés dans la guerre antifasciste».

Les communistes et le peuple chinois n'oublient pas les sacrifices des combattants de l'Armée rouge de Lénine et Staline.

VISITES AMICALES AU CAMBODGE

Ieng Sary, vice premier ministre du gouvernement du Cambodge démocratique accueille à Phnom Penh plusieurs délégations étrangères représentant l'OLP, la Zambie, l'Égypte, l'Afghanistan qui sont actuellement en visite amicale au Cambodge.

Il a rappelé à cette occasion que «... le peuple du Cambodge fait des efforts pour renforcer l'unité et l'amitié avec les peuples du tiers monde en Asie, en Afrique et en Amérique latine, avec les peuples des pays non-alignés et avec tous les peuples épris de paix et de justice dans le monde entier», tout en ne «tolérant la violation de sa souveraineté et de son intégrité par aucun pays».

VENEZUELA : IMPORTANTES MANIFESTATIONS ETUDIANTES

De nouvelles manifestations d'étudiants se déroulent dans différentes villes du Venezuela pour protester contre l'assassinat de trois lycéens tués au cours d'affrontements avec la police. Malgré son interdiction, la fédération des centres universitaires vénézuéliens a par ailleurs maintenu sa décision d'organiser mercredi une «marche politique de protestation».

ESPAGNE : POURSUITE DE L'OFFENSIVE OUVRIÈRE

La région de Barcelone et les Asturies restaient mardi soir les zones les plus touchées par les mouvements de grève en Espagne.

A Sabadell, près de Barcelone, 40 000 ouvriers appartenant à environ 250 usines textiles n'ont pas travaillé mardi. La grève portait sur la défense des revendications salariales. Les ouvriers protestaient également contre l'intervention de la brigade anti-émeute jeudi dernier dans cette ville, intervention qui avait fait plusieurs blessés.

Dans l'ensemble de la région de Barcelone 100 000 travailleurs de la construction ont fait également grève mardi.

Dans les Asturies, 14 000 mineurs poursuivent le mouvement de grève. Une centaine d'entre eux se sont enfermés volontairement dans un puits mardi.

A Séville, la grève des transports en commun se poursuit. L'armée est intervenue pour assurer le service et les grévistes ont utilisé des clous pour immobiliser les autobus.

BREJNEV : MENSONGES ET MENACES

Suite de la page une

A l'égard des pays d'Europe de l'Est dominés par l'URSS, Brejnev a fait part de sa volonté de renforcer leur contrôle et leur pillage. «Forts de ce que nous avons obtenu, nous pouvons maintenant penser à aller plus loin», devait-il dire. Une fois de plus il a fait un appel du pied aux sionistes en rappelant que l'URSS est prête «à participer aux garanties internationales» des frontières de l'État sioniste.

Il a encore violemment attaqué ceux qui s'opposent aux ambitions impérialistes de l'URSS et avant tout la Chine. Cherchant à inverser les rôles il l'a accusée de «vouloir provoquer une guerre mondiale». Mais que l'on sache, c'est l'URSS et non la Chine qui entretient des bases militaires en dehors de ses frontières, qui fait intervenir ses forces armées à des milliers de kilomètres de son territoire comme en Angola.

Alternant les menaces et la démagogie, Brejnev a proposé de «conclure un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales». Il veut endormir la vigilance des peuples et des autres pays en prononçant des paroles de «paix» tandis que dans les faits il a constamment recours à la force et à la subversion dans les relations internationales.

nouvelles intérieures

Une usine russe à Besançon

Que diriez-vous d'un pays qui se dit socialiste et qui installe des usines dans la France capitaliste ? Vous diriez que ce pays n'a de socialiste que le nom et vous auriez raison. C'est le cas de l'URSS.

Besançon a été choisie par la bourgeoisie monopoliste russe pour installer une de ses entreprises. Comme cela va de soi, il s'agit d'une usine d'horlogerie : Slava. Son directeur s'appelle Mikhail Kozine. L'entreprise dépend du monopole soviétique Mashpriborintorg. Elle emploie à l'heure actuelle environ 70 ouvriers français. Située dans la zone industrielle de Besançon, elle a des installations luxueuses. Première caractéristique dont se vante le patron so-

viétique : « Il n'y a pas de syndicats ici ; d'ailleurs ça peut attendre. »

Cette entreprise capitaliste a entrepris dernièrement de développer ses activités. Elle prévoit d'étendre son activité à toute la mécanique de précision ainsi qu'aux appareils de mesure. Elle prévoit de développer sa coopération avec des capitalistes français dans certains domaines. Les patrons soviétiques, pour faire couleur locale, se sont entourés de cadres supérieurs français. Il a d'abord fallu un PDG. Celui qui a été trouvé s'appelle Maurice Dejean. Ce n'est pas n'importe qui. Ce monsieur a été ambassadeur de France à Moscou de 1955 à 1964. Le voilà récompensé grassement pour sa collaboration.

Cela s'appelle le « pantoufflage ». On promet à un haut fonctionnaire une bonne place dans le privé en échange de quoi il défend les intérêts de ses protecteurs. Le procédé est courant. Le monsieur qui veut sans doute assurer ses vieux jours est déjà administrateur de la Société des bains de mer.

Les patrons ont également trouvé un autre individu qui leur fait office de directeur technique : Maurice Caruzzo. Détail, c'était lui auparavant le propriétaire de Slava. Il écoulait alors les montres françaises en Russie. Les monopoles soviétiques lui ont racheté l'entreprise dans laquelle il conserve malgré tout quelques capitaux. Entreprise capitaliste, Slava fonctionne selon les règles de la concu-

La cour d'appel de Rennes a condamné mardi après-midi 23 agriculteurs du Finistère et de la Loire-Atlantique à des peines de prison avec sursis allant de 4 mois à 3 ans, en vertu de la fameuse loi « anticasseur ».

Décidément la bourgeoisie des trusts et des monopoles a peur des luttes des travailleurs. C'est pour cela qu'elle cherche à les réprimer. La condamnation a été prononcée contre 15 agriculteurs de St-Nazaire et le président de la FDSEA de Loire-Atlantique à la suite d'une manifestation en juillet 1974 contre le prix de viande, au cours de laquelle

rence capitaliste. En 1975, elle a écoulé 200 000 montres en France soit la moitié de la production de Lip, et cherche à éliminer ses concurrents. Même si de telles entreprises sont encore rares en France, cela n'en montre pas moins la logique capitaliste qui guide l'économie de l'URSS.

les agriculteurs avaient exprimé leur colère en envahissant les locaux d'un trust de la viande et en badigeonnant plusieurs dizaines de tonnes de viande importée.

Les 7 autres agriculteurs du Finistère ont été condamnés pour avoir dévalisé un camion frigorifique de viande hollandais.

Le tribunal de Rennes a voulu faire un « exemple » en rejetant non seulement le recours en appel des agriculteurs inculpés mais en augmentant les peines. C'est peut-être un « exemple » de répression mais c'est surtout un fait qui mobilise encore plus les travailleurs dans leurs luttes.

Une initiative du PCMLF POUR LA CÉLÉBRATION UNITAIRE DU 105^e ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE LA COMMUNE DE PARIS LE 21^e MARS 1976

Suite de la page une

« Dans ce but, le Bureau politique du PCMLF a décidé de renouveler l'initiative historique qu'il a assumée le 16 mars 1975 en appelant à une célébration solennelle de masse de la victoire de la Commune de Paris. »

« Il charge à cet effet les dirigeants de l'Humanité rouge de faciliter une rencontre de toutes les formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, afin qu'elles décident ensemble de convoquer cette manifestation au Mur des Fédérés précédée d'un cortège solennel. Ce défilé militant pourrait avoir lieu le 21 mars prochain à 10 heures du matin, et serait placé en particulier sous le signe de la « dictature du prolétariat » et de la validité irréversible des principes révolutionnaires du marxisme, du léninisme et de la pensée maotsetoung. »

« Réalisé sous le signe de l'unité, la « montée au Mur » préparerait à son tour une manifestation unitaire ouvrière des plus puissantes pour le 1^{er} mai suivant. »

« Le grand Rassemblement national ouvrier du 14 février, placé sous le signe de l'unité des marxistes-léninistes, constitue désormais un point de départ des plus efficaces pour l'essor des luttes des ouvriers, des petits paysans et des masses populaires contre l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes, contre la bourgeoisie révisionniste, cinquième colonne du social-impérialisme russe, pour préparer sans aventurisme ni opportunisme, la seule solution à la crise actuelle du capitalisme, la Révolution prolétarienne, indissociable de l'indépendance nationale du peuple de France. »

Dès réception de cette lettre, l'Humanité rouge a convoqué une réunion de travail en y associant inconditionnellement le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), l'Union des communistes de France (marxiste-léniniste), Le Travailleur, la Cause du peuple, et Drapeau rouge - Rennes révolutionnaire.

Vive le 105^e anniversaire de la victoire de la Commune de Paris, première dictature du prolétariat de l'Histoire !

PTT

LA RESTRUCTURATION SE FAIT AU PROFIT DES CAPITALISTES

Dans le contexte général de crise que la bourgeoisie cherche à faire payer aux travailleurs, celle-ci est amenée à procéder à des restructurations. C'est particulièrement sensible aux PTT avec la mise en électronique des services financiers, l'automatisation, la réorganisation dans la distribution et la mécanisation dans le tri postal.

C'est ainsi qu'un plan touchant les centres de tri de Paris (7 ayant de 1 500 à plus de 2 000 agents) est en voie de réalisation. Accéléralé par la grève d'octobre-novembre 1974, cette restructuration vise à implanter 10 centres dans les départements de banlieue prévus pour 250 à 600 agents. Nul doute que l'État-patron a tiré les leçons de la grève à sa manière. Mais les postiers n'entendent pas faire les frais de la restructuration. C'est ainsi qu'à Paris-Brune qui est très touché, l'action a commencé. Voici ce que disent les communistes marxistes-léninistes du centre de tri :

« La restructuration qui touche l'ensemble des entreprises du pays y compris les PTT vise à réadapter l'économie capitaliste dans le contexte de crise que l'on connaît. Aux PTT il s'agit d'adapter, d'organiser toujours davantage le prétendu « service public » aux besoins

des GROS usagers capitalistes dans le domaine des communications et, en même temps, d'augmenter les profits (de l'ordre de 2 milliards actuels en 75) dont bénéficient les monopoles capitalistes PUBLICS ET PRIVÉS.

La restructuration se fait au profit de la classe des capitalistes

Mais le revers de la médaille, les conséquences inévitables de la restructuration (parce que découlant de la logique du système capitaliste) c'est : l'aggravation de l'exploitation des postiers et faire payer toujours plus les PETITS usagers (augmentation du téléphone en janvier, prévue bientôt pour les timbres-poste...)

A Paris-Brune cela doit se traduire, se traduit déjà par des licenciements d'auxiliaires, des déplacements d'office, la mise au pas des postiers par des tentatives de répression, la mise en place

de nouvelles méthodes de travail (ergonomie) du type du « ballon d'essai » du 7 octobre 74...

Cela les postiers de Paris-Brune doivent le refuser !

Aussi les communistes marxistes-léninistes proposent d'engager la lutte CLASSE contre CLASSE, dans l'UNITÉ à la BASE et dans l'ACTION pour imposer à l'État-patron les revendications claires et unifiantes élaborées par l'ensemble des postiers et adoptées en assemblée générale : non à tout licenciement d'auxiliaires ; refus des mutations d'office ; non à l'aggravation des conditions de travail sous quelque forme que ce soit.

Ceci clairement posé, que signifie l'« opération » engagée par les révisionnistes du PCF ?

Il apparaît qu'ils se font « mousser », et tentent de se présenter comme les « meilleurs défenseurs de la classe ouvrière » pour mieux encadrer et récupérer...

Il est clair qu'ils défendent l'entreprise capitaliste puisqu'ils regrettent la « mauvaise utilisation des

capitaux investis » donc ils se placent d'un point de vue de capitalistes.

Ils essaient de faire passer leur camelote réactionnaire du Programme commun de gestion du capitalisme en défendant l'« intérêt national » (au-dessus des classes !) qui n'est rien d'autre que l'intérêt des monopoles.

Enfin dernier aveu : le Programme commun c'est la paix sociale ! (c'est à dire la collaboration de classe... sur le dos des travailleurs !). Merci Messieurs du PCF de tant de franchise...

Conclusion : les révisionnistes du PCF tentent de faire de la récupération !

D'ailleurs il y a loin de leurs paroles aux actes :

— Qu'ont-ils fait déjà contre les licenciements et mutations qui ont déjà eu lieu ?

— Ils proposent une grève pour le 20, bon... mais après ??

Quant à nous, nous appelons les postiers de Paris-Brune à :

— Déjouer et dénoncer les manœuvres de récupération du PCF.

— Prendre fermement en main la lutte pour créer le rapport de force et les conditions de la victoire.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE



L. No 15 2^e quinzaine de février
vient de paraître

Au sommaire notamment un reportage de notre envoyé spécial sur les récentes manifestations du midi viticole ainsi que des articles sur la mécanisation en France et en Chine, un éditorial sur l'unité des ouvriers et des petits paysans...

Passez vos commandes à L'Humanité rouge

B.P. 75861 Paris cedex 18

Le No : 0,70 F

Abonnement

15,00 F par an pli ouvert

30,00 F par an pli fermé

Adresse provisoire :

La Faucille - Humanité rouge - BP 61 - 75001 Paris Cedex 18.

CCP Humanité rouge - 30 226 72 La Source.



TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DE LA SANTE

Préparation de la coordination nationale des 28 et 29 février (REGION PARISIENNE)

Des élèves-infirmiers venant des écoles suivantes : Saint-Denis, Pontoise, Argenteuil, Corbeil, Villeneuve-Saint-Georges, Versailles, Melun, Montfermeil, Roschild, Saint-Antoine, Ambroise Paré, Coëntin Celton, Brousse, Orléans ont travaillé en commissions pour préparer la coordination nationale des 28 et 29 février à Saint-Denis. En voici le résultat :

Rémunération

La discussion n'a pas été tranchée par rapport au salaire ou à l'allocation mensuelle. Mais nous demandons un minimum décent pour vivre pendant notre formation équivalent au SMIC demandé par les syndicats de 1 750 F. Gratuité des études : prêt des livres, habillement et blanchissage gratuits, remboursements des déplacements pour les stages éloignés, prime de transport pour les trajets domicile-école-hôpital. Repas payés comme pour les travailleurs, maintien des avantages acquis pour les promotions professionnelles et les promotions sociales.

Convention nationale de stage et formation

Plus de monitrices, choix des terrains de stages en fonction du domicile et de la période, pas plus de 40 heures de travail par semaine : 30 heures sur les lieux de cours et de stage, 10 heures de travail personnel, nombre d'élèves dans les stages à déterminer selon le nombre de malades et de personnel hospitalier (pour n'avoir pas à pallier le manque de personnel).

Droits politiques et syndicaux, règlement

Droit de réunion, d'affichage, de diffusion et de

collectages syndicaux. Droit à la création de sections syndicales avec délégués syndicaux, droit à des mandats syndicaux pris sur le temps de travail, liberté d'expression politique, informations syndicales sur le temps de travail, droit de grève, représentation de l'élève au conseil technique et défense en fonction de son choix, droit de regard sur les textes officiels qui doivent être affichés.

Moyens d'action

Organisation au sein de l'école en section syndicale ou en comité d'élèves ou en comité de mobilisation, problèmes soulevés : permanence de la structure de l'organisation, liaison avec les travailleurs de l'hôpital (notamment les syndicats), ne pas être coupé de l'ensemble des élèves, pouvoir aborder l'ensemble des problèmes qui se posent au sein de chaque école (problèmes pédagogiques, culturels, vie quotidienne...)

Comment réagir ? Faut-il

des délégués de classe ?

D'après différentes expériences, le bilan est :

— danger de se reposer sur le délégué qui ne représente plus que lui-même.

— tentative d'intégration du délégué de la part de l'administration. Donc il est préférable que les délégués soient élus sur des problèmes concrets et soient révocables par une assemblée générale des élèves. Toutefois quand un problème se pose, la réponse au coup par coup est préférable sans passer par l'intermédiaire des délégués mais par une mobilisation de l'ensemble des élèves.

— débouchés des différentes coordinations et comment dépasser la lutte isolée :

● par rapport au but de la réunion nationale des 28 et 29 février, comment impulser une mobilisation avec des échéances concrètes, avec des campagnes sur des thèmes particuliers comme : liberté d'expression, salaire... mais tout en

les reliant à la perspective générale du statut de travailleur en formation.

● pour l'efficacité de cette réunion nationale, elle doit être préparée dans chaque école (réunions, affiches, tracts, assemblées générales) et partout où c'est possible par des coordinations régionales.

● pour donner quelques idées sur les perspectives de mobilisation, type : une semaine ou une journée d'action avec un maximum de publicité. Mais il est évident que les initiatives dépendront de la mobilisation dans les écoles.

● ayons toujours présent à l'esprit que nous travaillons et défendons un statut de travailleurs en formation unique pour tout le secteur sanitaire et social. Nous devons aboutir à nous coordonner à tous les centres de formation (éducateurs spécialisés, assistants sociaux, jardinières d'enfants, auxiliaires d'enfants, etc.)

correspondant HR.

Assemblée régionale des élèves infirmières de Bretagne

Une assemblée régionale des écoles d'infirmières de Bretagne s'est tenue à Rennes le samedi 21 février. Elle rassemblait environ 300 personnes venues de 11 écoles : Morlaix, St-Brieuc, etc., en vue de la réunion nationale à Paris le 28 février.

On notait la présence d'élèves-animateurs, des hôpitaux psychiatriques et des travailleurs de l'hôpital.

Il a été décidé :

— de poursuivre l'information et la mobilisation sur le statut de travailleur social en formation dans chaque école.

— d'organiser une coordination régionale plus

effective qui permette une mobilisation de toutes les écoles et une riposte aux mesures de répression prises par les directions des écoles.

Il a été envisagé les actions à mener après le dépôt du statut au ministère de la Santé. Pour cela une nouvelle réunion régionale suivra celle de Paris.

Après ce meeting, une manifestation s'est déroulée en ville pour une information de la population sous les mots d'ordre «Bouche-trou : non, travailleur : oui !»

Une élève-infirmière de Rennes.

Poursuite de la grève à l'hôpital américain de Neuilly

Le personnel soignant, d'entretien et de ménage de l'hôpital américain de Neuilly, en grève depuis trois semaines pour protester contre le licenciement «pour raison économique» de 51 personnes prévu en avril prochain, a réaffirmé lundi au cours d'une conférence de presse qu'il «poursuivrait la lutte jusqu'au bout».

L'hôpital américain de Neuilly — 490 employés, 140 lits — hôpital à but lucratif agréé mais non conventionné par la Sécurité sociale, est administré par un conseil d'administration et géré par «L'hospital affiliates», une société américaine de gestion hospitalière.

Le personnel fait valoir que les licenciements concernent des infirmières, des femmes de ménage, le personnel d'entretien, donc des petits salaires (entre 1 500 et 2 500 F). Il estime en outre, que l'hôpital «manque de bras» et précisément de femmes de ménage, d'infirmières, de chauffeurs.

Quand l'arbre est malade, il faut couper la branche pourrie, conclut une représentante des grévistes. Mais la branche pourrie, ce ne sont pas les 51 licenciés. La direction a choisi la mauvaise branche.

POUR LA REINTEGRATION D'HENRI MANDRILE

Le délégué CFDT de l'IFES de Marseille est venu expliquer devant une quarantaine de membres du Conseil départemental du syndicat Santé et sociaux de Gironde la lutte exemplaire qu'il mène avec ses camarades CFDT pour sa réintégration.

Des dizaines de dossiers ont été vendus. Ils constituent un outil très précieux pour tout travailleur du secteur et tout militant syndicaliste qui peuvent aussi un jour «tomber» victime de la répression antiouvrière.

Pour les camarades de Marseille c'est un moyen de populariser leur lutte et de tenir financièrement (5 F le dossier)*

Suite à cette réunion le conseil du syndicat 33 a décidé de populariser au

maximum cette lutte dans les sections syndicales d'entreprise et sur les boîtes.

Ce qui pourrait déboucher sur une action, type intervention d'une journée sur un marché de la ville, action qui populariserait les luttes des travailleurs sociaux et dénoncerait la nature de notre travail.

A noter que d'autres syndicats ou sections de base peuvent inviter les camarades de l'IFES Marseille, c'est là une excellente initiative qui va dans le sens de l'unification des luttes du secteur social.

Une militante CFDT.

*Pour commander la brochure «La lutte à l'école d'éducateurs de Marseille», s'adresser à : Section syndicale CFDT de l'IFES 18 rue Sainte 13001 Marseille.

Action du comité de chômeurs 18è

Le mardi 17 février 1976 à 9 heures du matin à l'agence pour l'emploi du 18è arrondissement, rue Jean Cottin, le comité de chômeurs du 18è, en liaison avec l'UL-CFDT 18è, avec le soutien de l'UL-CFDT de la BNP, des hôpitaux, des PTT, d'un CET du 18è et avec le soutien des travailleurs de l'ANPE et des Femmes en lutte du 18è, a fait une intervention dans l'agence dont le pilier principal était : les retards et les refus de paiement des dossiers.

Il faut bien spécifier que dans le 18è il y a environ 8 000 chômeurs et que 50 % de ces chômeurs ne touchent rien.

Notre action à l'extérieur de l'agence avait pour but d'expliquer aux gens ce qu'était le comité, ses revendications, ses buts, ceci à l'aide de panneaux, tracts appelant les chômeurs à nous expliquer leurs problèmes et à s'unir entre eux afin de contrer la bureaucratie.

À l'intérieur de l'ANPE il y a eu des prises de parole exposant les mêmes idées. Pendant ce temps une délégation formée de cinq personnes demandait à s'entretenir avec le directeur de l'ANPE, ainsi qu'un délégué syndical CFDT de l'agence.

La délégation a été reçue par le directeur et a pu lui présenter ses revendications et une pétition rassemblant 400 signatures.

Le Comité de chômeurs avait réuni 40 dossiers traitant de retards et refus de paiement : la délégation a donc demandé au directeur de l'agence de les étudier le plus rapidement possible et de régler ces retards qui

n'ont pas lieu d'être dans bien des cas.

D'autres revendications ont été lancées, telles que : — pour les chômeurs étrangers : demande de traducteurs.

— renforcement de l'effectif dans l'agence (14 postes devant être pourvus, le directeur nous a répondu qu'il les avait demandés mais on les lui a refusés).

— accompte vital dès l'inscription.

— garderie à l'agence pour les enfants des chômeurs et chômeuses.

En effet lorsqu'une femme est renvoyée de son lieu de travail elle perd ses droits à la crèche, ceci entraîne donc beaucoup plus de difficultés pour trouver un nouvel emploi. Si elle en trouve un, d'autres difficultés se greffent pour inscrire de nouveau son enfant à la crèche.

C'est pour ces raisons que nous exigeons une garderie dans le cadre de l'ANPE.

Quelles ont été les réactions du directeur face à tout ceci ? Rougeurs, promesses d'y réfléchir et devant notre détermination et le délai d'une semaine que nous lui fixions il n'a pu que nous donner rendez-vous afin de nous donner une réponse.

Il cherche à nous laisser, mais nous ne fléchirons pas... les chômeurs n'ont rien à perdre et tout à gagner.

Une jeune chômeuse
Permanence du Comité de chômeurs du 18è tous les vendredis à 13 h 30 174 rue Championnet 75018 Paris, Mo Guy Mocoquet, bus 31 (Vauvenargues)

FOYER LOU CANTOU (MONTPELLIER)

LES TRAVAILLEURS INTENTENT UN PROCES A LEUR PATRON

Le vendredi 27 février 1976, nous, travailleurs du foyer «Lou Cantou» intentons un procès à notre patron pour des licenciements abusifs. Nous rappelons que bien que licenciés le 20 mai 1975, expulsés par les forces de l'ordre le 15 juin 1975 du foyer que nous occupions, nous continuons la lutte pour notre réembauche depuis plus de 6 mois. La justice permettra-t-elle qu'un éducateur soit licencié un mois et demi après une prétendue faute grave, que même l'inspection du travail reconnaît comme mineure. La justice permettra-t-elle que le

personnel qui par solidarité a répondu à ce licenciement par la grève avec occupation des locaux soit à son tour licencié. La justice approuvera-t-elle que notre patron ait abandonné la gestion de cet établissement reconnu d'utilité publique et financé par des fonds publics, pour ne pas reculer et réintégrer le personnel.

Ce jugement dépasse nos cas individuels, il concerne tous les travailleurs, car c'est un procès contre la répression patronale, c'est le procès du droit de refuser les licenciements, du droit de faire grève, d'occuper les locaux et enfin du droit au travail.

Nous savons que la justice n'est pas au service des travailleurs, qu'elle sert les patrons, qu'elle ne recule que devant la force, la colère des travailleurs. C'est pourquoi, nous organisons une réunion pour préparer le procès et pour faire le point sur notre lutte.

D'autre part, nous appelons à manifester votre solidarité le jour du procès qui aura lieu le vendredi 27 février 1976 à 9 heures du matin place de la Canourge à Montpellier.

Section CFDT Lou Cantou



LUTTES PAYSANNES

1 500 paysans manifestent à Bourg-en-Bresse

Près de 1 500 paysans ont manifesté la semaine dernière à Bourg-en-Bresse à l'appel de la FDSEA et du CDJA ; appel auquel s'était joint le MODEF, dont on connaît les liens de subordination avec le PCF. Quel bilan pouvons-nous en faire ?

Une chose est sûre, c'est que cette manifestation n'a pas fait l'unanimité des 15 000 paysans que compte le département de l'Ain, dont la majorité sont des petits paysans qui n'ont rien à voir avec les paysans riches et les capitalistes qui dirigent la Fédération et le Centre départemental. Il est vrai que la masse des petits ne se reconnaît plus depuis longtemps dans les objectifs et les formes d'action proposés par ces alliés des monopoles capitalistes.

En effet, si tout le monde est d'accord pour reconnaître l'effondrement catastrophique du revenu de la paysannerie laborieuse depuis deux ans, il est sûr que les analyses divergent quant à sa cause réelle, et donc aux moyens pour y remédier.

Le rôle de la FNSEA et du MODEF

La FDSEA — comme la fédération nationale — prétend malhonnêtement que la dégradation du revenu serait due à « Bruxelles » ; ce qui est très vague, et permet d'une part de nier l'exploitation monopoliste, et d'autre part d'avancer des mots d'ordre revendicatifs où les gros sont les seuls véritables bénéficiaires.

Ainsi la FNSEA avance-t-elle le mot d'ordre d'augmentation de 12 % du prix d'orientation décidé au niveau du marché commun agricole. Seulement, les petits paysans savent bien par expérience depuis des dizaines d'années qu'une telle augmentation engraisse considérablement un gros producteur, tandis qu'elle ne permet pas au petit de joindre les deux bouts.

Il faut ajouter d'ailleurs que le MODEF a la même position puisqu'il ne fait que de la surenchère par rapport à la fédération en demandant une augmentation du prix de base de 25 %. La seule différence entre eux est finalement que le MODEF attaque en plus de Bruxelles, le gouvernement (et non les monopoles capitalistes et leurs alliés à la campagne). Mais on sait que le PCF convoite depuis longtemps les fauteuils du gouvernement tout en maintenant le régime capitaliste en place.

Par contre ces deux syndicats ne parlent pas de la

suppression des primes, avantages et aides multiples qui sont distribués abondamment aux gros, et permettent l'accélération de la faillite des petits, ainsi que des difficultés pour certaines franges de paysans moyens.

A Bourg-en-Bresse, il y avait dans la manifestation des paysans du mouvement « Paysans-Travailleurs » de l'Ain qui ont dénoncé les véritables responsables de la dégradation du revenu paysan. Ils ont expliqué le pillage des trusts qui contrôlent le marché ; ils ont expliqué le rôle du crédit agricole, courroie de transmission des banquiers à la campagne ; ils ont expliqué le rôle des fausses coopératives du type de la SCVSOCOPA dont le président est Bruel (dirigeant de la FNSEA) et le vice-président Doumeng (milliardaire du PCF et fondateur du MODEF), qui a importé de la viande notamment des pays de l'Est ; ce qui a contribué à l'effondrement des cours, et du revenu des petits éleveurs...

Des revendications pour les petits paysans, élaborées par eux...

Une chose est certaine, c'est que de plus en plus nombreux sont les petits paysans qui voient clairement la nature des responsables des « organisations agricoles » liées à la bourgeoisie de droite ou de gauche, et en viennent à penser que seule l'unité à la base pour l'action sur des revendications représentant réellement leurs intérêts de classe, et élaborées par eux (*), pourra permettre de se maintenir à la terre.

Cette unité de classe des petits paysans est indispensable, comme est indispensable l'unité des petits paysans avec les ouvriers des villes et des campagnes, autant pour mener à bien des luttes immédiates, que pour les changements politiques, économiques et sociaux, réels et durables, que seule la dictature du prolétariat ouvriers et paysans apportera.

(* Nous ne formulons pas actuellement de revendications de façon extrêmement précise, dans la mesure où leur élaboration ne peut être que le résultat d'une enquête de masse auprès de la petite paysannerie, et mérite une large discussion dans nos rangs.

Durant 6 semaines, nous nous sommes mis en grève contre la réforme Soisson du second cycle qui complète la réforme Haby, celle des DEUG et la réforme du troisième cycle.

Cet arrêté consacre : la mainmise du patronat sur l'enseignement et la recherche ; la mise en place de facultés qui se font concurrence quant à la valeur et à l'habilitation des diplômes, ce qui aboutit à la création de diplômes locaux ; l'accroissement de la sélection dont les « commissions pédagogiques » seront l'instrument.

Déjà certaines mesures préfigurent cette réforme, notamment à Nantes : l'exclusion d'étudiants régulièrement inscrits en DEA de droit par une telle commission pédagogique ; la mise en place prévue de l'enseignement « alterné » en faculté de Sciences, l'an prochain, ceci, par un système de volontariat ; des textes de « restructuration » de l'université sont à l'étude un peu

partout et concernent l'application pratique de la réforme générale Soisson.

C'est pourquoi nous exigeons : l'abrogation pure et simple de l'arrêté Soisson ; des diplômes nationaux et la reconnaissance des DUT ; le droit à un emploi au niveau de qualification acquis ; l'ouverture des facultés à tous les travailleurs.

Notre grève volontairement isolée par la presse a démontré la force du mouvement étudiant et sa nature de classe. L'unité réalisée

pendant la grève nous a permis de riposter à la répression et aux menaces du pouvoir.

La lutte ne fait que commencer et doit se dérouler à l'échelle nationale, avec les travailleurs et les enseignants contre l'application sectorielle de la réforme, démarche choisie par le pouvoir pour réaliser ses objectifs.

C'est pourquoi, pour riposter aux plans du capitalisme à l'Université : nous appelons les étudiants à se

mobiliser dans des comités unitaires contre l'arrêté Soisson ; nous soumettons notre plate-forme de lutte aux étudiants de toutes les facultés, les appelant à la discuter dans des AG d'années et de facultés ; nous appelons à discuter de la poursuite du mouvement et préparer une action commune au niveau national.

Nantes, les étudiants de droit, sciences économiques, lettres et sciences réunis en assemblées générales.

Des étudiants séquestrent le recteur de l'académie de Dijon

150 étudiants dijonnais ont participé à l'occupation du CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) et à la séquestration du recteur d'académie pour exiger le relogement d'un étudiant marocain.

Le contingent des étudiants étrangers étant toujours plus important, et le nombre de chambres leur étant destinées toujours le même, le CROUS avait trouvé le biais de loger des Marocains dans un foyer de

travailleurs géré par la mairie de Poujade (ceci à titre temporaire et sans informer les intéressés).

Le dimanche 8 février, un des étudiants, Mustapha Najam, recevait son père, venu de Mulhouse. Le règlement intérieur étant particulièrement réactionnaire — les visites sont interdites — la direction du foyer décidait son expulsion, ainsi que celle de 14 autres locataires étudiants qui s'étaient immédiatement solidarisés avec lui. Une assemblée générale des étudiants et des travailleurs du foyer engageait la riposte, les étudiants voulant délibérément lier leur lutte à celle des travailleurs contre le règlement intérieur du foyer.

Puis une assemblée générale était convoquée sur le campus. Les révisionnistes, selon leur vieille habitude, voulaient se contenter d'envoyer une délégation au directeur du CROUS pour exiger qu'il prenne une « position correcte » face à la mairie !

Mais les 150 étudiants présents l'ont entendu différemment et ont décidé, à une large majorité l'occupation des locaux du CROUS. Celle-ci a duré toute la nuit et la journée du lendemain. Ensuite le directeur du CROUS étant « malade », c'est le recteur qui a été séquestré. Celui-ci a fait appel à ses appariteurs et, pour se dégager, a même courageusement frappé une femme enceinte !

La mairie a déjà reculé, puisqu'elle a accepté de revoir le règlement du foyer, mais il faut que la mobilisation continue pour exiger le relogement de tous les étudiants expulsés !

correspondant HR

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE DE MONTPELLIER EN GREVE

Depuis le 16 février au matin, les étudiants de l'IUT (Institut universitaire de technologie) de Montpellier ont entamé une grève des cours suivie à 80 %.

Leurs revendications discutées en assemblée générale et popularisées par tracts et par la presse locale, portent sur la reconnaissance du diplôme (DUT). En effet après 2 ans d'études, les étudiants possédant le DUT ont beaucoup de peine à être employés et payés selon leur qualification réelle. Pour ne parler que de ceux qui arrivent à trouver un emploi ! Car pour la plupart, c'est le chômage qui les attend ! Aussi leur revendication principale est le droit au travail, ce qui se comprend fort bien dans la France du chômage et dans une région qui détient le triste record des demandeurs d'emploi.

Dans l'attente d'un premier emploi ils exigent une allocation chômage : ils exigent également l'égalité des salaires entre hommes et femmes titulaires du même DUT, l'attribution d'une allocation pour études et l'indemnisation des frais de

stage de fin d'étude ; la possibilité d'entrer dans le 2e cycle universitaire avec le DUT.

Ils se prononcent enfin contre toute forme de mainmise du patronat sur la formation universitaire — 30 % des enseignants des IUT appartiennent à des entrepri-

ses, ainsi que 33 % des membres du CA — et contre la réforme Soisson.

Les étudiants de l'IUT sont organisés en comité de lutte et toutes les décisions sont prises en assemblée générale.

Montpellier, des militants de la JCMLF

TOULOUSE : 8 000 ETUDIANTS DANS LA RUE CONTRE LA REFORME SOISSON

Récemment à Toulouse, 8 000 étudiants environ ont organisé un meeting pour protester contre la réforme du second cycle.

Les manifestants qui arboraient des banderoles « contre la réforme Soisson », « contre la mise en place d'un super bac » et « contre la mise en place de centres de formation des maîtres » ont ensuite défilé dans les artères du centre de la ville

en scandant des slogans réclamant l'abrogation du décret Soisson sur le second cycle.

Depuis trois semaines les universités toulousaines Le Mirail et de Rangueil sont en grève. Le 12 février, Claude Challin, recteur de l'université de Toulouse, avait été séquestré par les étudiants dans les locaux de la faculté des Lettres de Toulouse Le Mirail.

8 MARS : PRÉPARONS LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

LES LUTTES DES FEMMES AU CINÉMA MILITANT
(Suite et fin)

Lorette et les autres
Réalisation : Dominique Dante. Diffusion : CREPAC 12 Rue Clavel Tél. 607-80-81.

Une militante portugaise était menacée d'expulsion par la police française. Le film témoigne sur la lutte qu'elle a menée contre cette décision.

Les femmes du Nord
Réalisation : Gérard Guillaume. 16 mm. Noir et blanc. 20 minutes. Diffusion : Iskra 74 Rue Albert. 75013 Paris. Tél. 583-94-63. Les femmes vietnamiennes dans la guerre.

L'affaire Huriez
Production et réalisation : Iskra. 37 minutes. Noir et blanc. 1975. Diffusion : Iskra 74 Rue Albert 75013 Paris. Tél. 583-94-63.

Sa mère ayant été envoyée en prison pour avoir émis un chèque sans provision (d'une somme dérisoire), l'un de ses enfants, un jeune homme d'une quinzaine d'années, s'était suicidé voici quelques années dans le nord de la France. Le film interviewe la mère et le père de la victime et dénonce le contexte social entretenu par les notables de la région. Du fait de la personnalité de madame Huriez, ce film revêt aussi une dimension féministe importante.

Prenez-le comme un homme
Madame,
Long métrage danois réalisé par Mette Knudsen, Elisabeth Rygard et Li Vilstrup. 90 minutes. Couleur.

Bien qu'il n'existe pas encore de copie de ce film en version sous-titrée en français, nous le recommandons d'ores et déjà car sa sortie devrait intervenir avant la fin de 1976 à Paris. Il s'agit d'une part du premier long métrage de l'histoire du cinéma entièrement réalisé par des femmes. Il s'agit d'autre part de l'un des premiers films authentiquement féministes qui relie aussi cette lutte à la lutte des classes. En recourant habilement et tactiquement à l'arsenal du genre comique, cette fable fait comme si c'étaient les femmes qui dominaient les hommes dans nos sociétés européennes. Cette méthode présente l'avantage de faire ressortir ce qu'a d'absurde la «phalocratie». Le film suggère aussi clairement que cet «héritage» est lié au capitalisme. L'adresse de Mette Knudsen et Elisabeth Rygard est : Frederiksborg Alle 10 11 1820 V. Copenhague. Danemark. Une campagne de presse ou des demandes individuelles nombreuses pourraient hâter la sortie en France de ce film qui rencontre un grand succès populaire dans plusieurs pays scandinaves actuellement.

La femme agricultrice
Réalisé par un collectif d'agricultrices. 1975. Super 8. Couleur. 15 minutes. Diffusion : Iskra 74 Rue Albert 75013 Paris. Tél. 583-94-63.

Enquête sur les problèmes de la femme en milieu paysan.

La vie au féminin
Réalisation : ACTE 1975. 40 minutes. Couleur. Diffusion : Iskra 74 Rue Albert 75013 Paris. Tél. 583-94-63.

Sur la base d'interviews de femmes habitant dans des grands ensembles, le film pose le problème du travail des femmes : quand elles restent au foyer, elles ont le sentiment de vivre isolées du monde extérieur dans une fonction dévalorisée, quand elles travaillent à l'extérieur, elles ont une double journée et ne paraissent qu'apporter un salaire d'appoint (sans compter qu'elles n'occupent le plus souvent que des emplois subalternes).

Bandes vidéos
On peut trouver plusieurs vidéogrammes sur les femmes au collectif «Mon œil» 20 Rue d'Alembert 75014 Paris. Tél. 331-69-00.

(Extrait d'un livre sur le «Cinéma militant français», de Guy Hennebelle, à paraître en mars 1976 aux Éditions «Filméditations» 1 Rue de Metz, Paris.)

L'intervention de Jacques Jurquet au Rassemblement du 14 février (6)

REJOIGNEZ NOS RANGS !



Amis et camarades, encore deux mots, deux mots d'une extrême importance, très brièvement, et comme ça, sans enchaînement par rapport à tout ce que nous venons d'exposer, mais au fond deux mots qui découlent directement de l'ensemble de ce que nous avons dit.

1) Nous vous appelons à entrer dans nos rangs. Nous l'avons déjà fait, mais nous le répétons. Les luttes d'aujourd'hui et de demain ont besoin de vos contributions, de vos participations, de vos soutiens. Adhérez à l'organisation des communistes marxistes-léninistes sous le signe de la promotion «Vive la dictature du prolétariat» ! (Applaudissements).

2) Soutenez plus activement notre quotidien l'Humanité rouge. Il est l'objet d'un sabotage bureaucratique objectif. Nous avons de grandes difficultés, comme tout petit journal ne vivant que de ses propres forces, c'est-à-dire de vos propres forces, il rencontre d'extrêmes difficultés pour s'implanter dans les kiosques. Faites l'effort de l'acheter chaque jour au même vendeur, dans le même kiosque, si cela vous est possible. Exigez-le si le vendeur prétend ne pas

avant, demain grâce à vos luttes, grâce à nos luttes communes, grâce au combat opiniâtre du prolétariat ouvrier et paysan et des larges masses populaires de France, travailleurs français et immigrés étroitement unis, oui, demain, nous remporterons de nouvelles très grandes victoires ! Nous ouvrirons définitivement la voie révolutionnaire du socialisme et de la dictature du prolétariat dans notre pays, et nous contribuerons ainsi tous ensemble à la victoire de la révolution sur le plan mondial !

Héritiers des vaillants combattants de la Commune de Paris, fidèles aux enseignements de la Révolution bolchevique d'Octobre 1917, camarades des glorieux révolutionnaires de Chine, d'Albanie et d'autres pays, frères des patriotes de tous les peuples du tiers monde, à commencer par ceux qui ont vaincu le colonialisme français et par ceux qui le vaincront demain, en Indochine, en Algérie, en Tunisie, à Djibouti, aux îles des Comores comme aux îles des Antilles et en Guyane, solidaires aussi des combats en cours livrés par le peuple sahraoui pour son libre droit à l'autodétermination, par le peuple palestinien pour la



(photo HR)

NOTES DU COMITÉ D'ADMINISTRATION

Si cela vous est possible, marquez sur l'enveloppe de correspondance la mention, suivant le cas :

- Humanité rouge - administration ;
ou
- Humanité rouge - rédaction.

Bien souvent, nos amis abonnés envoient en plus de leur correspondance administrative sur la même

feuille des remarques concernant le journal. Celles-ci nous sont très utiles. Mais pour faciliter la tâche du journal, nous leur deman-

sons si possible de séparer sur deux feuilles ces sujets, même si elles sont dans une seule enveloppe.

MERCI...

GAGNONS LA BATAILLE DE LA DIFFUSION DANS LES KIOSQUES

Pour nos amis lecteurs habituels ou occasionnels désirant être assurés de trouver leur journal dans le kiosque qui leur convient le mieux, il suffit de renvoyer ce coupon à :
L'Humanité rouge/administration
BP 61 - 75861 Paris cedex 18

A RENVoyer AU JOURNAL

- Je désire me procurer l'Humanité rouge, chaque jour au kiosque suivant :
Nom Adresse
- D'autres lecteurs sont susceptibles de l'acheter au même point de vente : déposer à ce kiosque :
..... exemplaires.

le recevoir, menez cette bataille à nos côtés, même si vous n'êtes pas adhérent de notre formation. Et vous aussi, frères immigrés, aidez-nous, vous savez que nous luttons pour la même cause, vous et nous, soutenez-nous en achetant chaque jour le quotidien «l'Humanité rouge».

À tous d'avance merci, et surtout merci pour vous-mêmes, car l'Humanité rouge est un instrument, une arme à votre disposition, au service du peuple.

Le Rassemblement national ouvrier du 14 février 1976 a donné la parole à la classe ouvrière ainsi qu'à plusieurs formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung. Vous avez pu y visiter les stands prolétariens des ouvriers et des petits paysans venus de toute la France. Vous y avez applaudi, et vous allez encore applaudir des spectacles divers placés sous le signe de vos luttes de classes et sous le signe de l'art prolétarien. Ce n'est qu'une étape, même si c'est déjà un grand succès, qui nous enchante. Demain, amis et camarades, il va nous falloir avancer encore plus

reconquête de ses droits nationaux légitimes, ennemis acharnés de l'impérialisme, du racisme, de l'hégémonisme, nous faisons partie, amis et camarades, de cette immense armée qui s'est constituée dans le monde entier en répondant à l'immortel appel de Marx, Engels, puis de Lénine et Staline :

«Proletaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous !»

Notre salut, c'est le poing brandi (Applaudissements), car il représente notre unité, notre union indestructible, le poing fermé ayant pour signification «Tous unis comme les cinq doigts de la main» !

Notre hymne commun, que nous allons entonner dans un instant, c'est l'hymne révolutionnaire internationaliste prolétarien «l'Internationale».

Nous allons de l'avant ! Hardiment, amis et camarades !

Vive le socialisme !

Vive le communisme !

Vive la dictature du prolétariat !

(Applaudissements très vifs)

- FIN -

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
GE No 3022672 La Source.



culturel

Télévision

**Samedi sur FR 3
«Yvette» de Maupassant
UN CERTAIN REALISME**

Maupassant est un monument dans l'idéologie de la bourgeoisie ; aussi la classe au pouvoir ne manque-t-elle pas de nous distiller, de préférence le samedi soir, dans des adaptations télévisées, par fragments (l'œuvre s'y prête) sa vision pessimiste du monde.

Tout au long de la pièce, le héros principal se distingue par son mépris du peuple qu'il affecte «d'ignorer» ou bien qu'il condescend à envier et à trouver heureux lorsqu'en excursion dans une grenouillère il s'arrête devant un ivrogne. Au cours d'un repas, il singe dans une scène ce qu'il croit être le comportement d'un ouvrier identifié là encore à un ivrogne pour les besoins de la cause.

Les héroïnes, la mère et sa fille Yvette, incarnent les étapes de la vie d'une femme qui a eu la «mauvaise fortune» de naître dans la classe ouvrière. Du point de vue de la bourgeoisie, la femme a vocation à être une sainte (la pure jeune fille) ou à se prostituer (la mère). La seule solution consiste à renoncer à la pureté quand on a la «chance» d'avoir un corps à vendre. La mère prétend sortir la fille de sa «niaiserie» en lui rappelant la misère de sa condition et en lui transmettant son expérience de mère «C'est ainsi, nous n'y pouvons rien» lui fait dire l'auteur.

Positive sous un certain angle en ce qu'elle reconnaît l'existence de classes et les

maux qui s'y rapportent, l'œuvre débouche sur un pessimisme radical qui nie la lutte des classes au profit d'une réflexion («réaliste» aussi, sans doute) sur la condition humaine et les solutions individualistes. Insultante pour le peuple «Yvette» nous rappelle la distance qui peut exister entre un réalisme pessimiste et le réalisme optimiste du prolétariat. Le réalisme prolétarien part d'une condition objective pour déboucher sur des solutions de classe aux problèmes de classe. La réalité n'est pas fatale mais doit être transformée par la lutte des classes.

Ecologie

**Dans le discours de Brejnev au 25^e Congrès du PCUS
Mêmes conceptions, mêmes solutions**

Depuis deux jours, le XXV^e Congrès du parti de Brejnev se tient à Moscou. Le discours prononcé par Brejnev aborde pour la première fois la question de la pollution des eaux et des airs. En effet, provoqués par une industrie accrue, l'URSS rencontre à présent de graves problèmes d'environnement et de pollution. La pollution est un phénomène étroitement lié au développement de l'économie industrielle d'un pays, mais il y a manière et manière de poser les problèmes, de les régler et surtout

A l'inverse, ce qui apparaît à travers la presse et les problèmes en Union soviétique aujourd'hui ce n'est certainement pas la préoccupation du bien-être de la classe ouvrière mais plutôt un souci bien connu dans «nos» contrées capitalistes. En effet la presse soviétique signale fré-

quemment que les normes concernant l'environnement n'étant pas intégrées dans le plan, «certaines entreprises préfèrent leurs objectifs sans se soucier des conséquences sur la nature». C'est-à-dire sur le peuple. Ce sont là, en clair, les mêmes conceptions qui règnent en URSS comme dans n'importe quel

grand pays capitaliste. Même attitude également du gouvernement de Brejnev qui pénalise quelques pollueurs (pour l'exemple ?) mais la plupart des cas se soldent par des amendes relativement légères.

Evidemment, il n'est pas question de la récupération des déchets industriels, car les installations ne sont pas prévues pour remplir ces fonctions et surtout comme on peut le voir à travers la presse soviétique «l'utilisation des déchets est souvent délaissée car elle risque d'abaisser les taux de rentabilisation moyenne des entreprises». Ainsi donc voilà la vraie motivation de ces messieurs. Faire des profits et le plus possible. Vous avez déjà entendu cela quelque part, n'est-ce pas ? Ce n'est pas la presse capitaliste US, française ou encore allemande qui parle, c'est bien la presse soviétique.

L'enchaînement des problèmes et de leurs solutions devient alors le même que celui rencontré dans les autres pays capitalistes. Pas d'installations adéquates ; il faut produire le plus possible pour faire le maximum de profits ; la loi sacrée c'est la rentabilité, au détriment évidemment du peuple travailleur soviétique ; dans un tel développement de la situation, le gouvernement du pays (ici Brejnev et ses serviteurs) voit dans un tel phénomène, un obstacle certain à l'augmentation toujours plus grande des profits (un gâchis important) et surtout le mécontentement grandissant du peuple. Alors pour remédier aux problèmes de l'environnement les mesures que prend Brejnev sont les mêmes que celles prises par Ford ou Giscard dans de pareils cas : «Il reste à faire rentrer dans la vie ces objectifs globaux («lutter» contre la pollution) par la création d'un système de stimulation des entreprises». C'est-à-dire que Brejnev s'attache à montrer l'intérêt financier d'une telle politique et à montrer que «lutter contre la pollution» cela peut être rentable pour les entreprises soviétiques. Des moyens, des conceptions et des solutions dignes des plus grands capitalistes. Brejnev et les nouveaux bourgeois d'URSS s'y entendent pour s'emparer des poches sur le dos des peuples soviétiques.

JOHNNY INCULPE PAR LE FISC

Une grave épidémie contagieuse touche le vedettariat de la chanson française.

Après Claude François, Aznavour, Polnareff, Johnny Halliday a des «petits» ennuis avec Fourcade. Le petit malheureux a été inculpé de fraude fiscale le 23 février par Me Peyrat, juge d'instruction à Paris. Il est accusé par Fourcade d'avoir oublié de déclarer la petite somme de 4 millions de Francs de revenus en 1971 et 1972. Un conseil à Johnny qui devrait vite faire un concert pour une quelconque fête des jeunes giscardiennes, il aurait sans doute moins d'ennuis...



Les chantages ne marchent même pas... (photo M.S.)



**Des lecteurs nous
écrivent**

**A propos du Rassemblement
national ouvrier**

Il y a quelques jours, passait à France Inter, juste après le journal parlé de 19 h une enquête-magazine consacrée au «cinéma de demain».

Au cours de celle-ci on pouvait entendre entre autres que «le public a besoin de vedettes, de stars» ainsi que par la bouche d'une de ces «vedettes» : «Pour moi une star c'est quelqu'un qui ne pense qu'à lui, qui se fout de son public, qui ne fait que ce qu'il lui plaît».

Quand on a participé au Rassemblement ouvrier du 14 février, on ne peut que s'indigner en entendant glorifier ainsi l'individualisme.

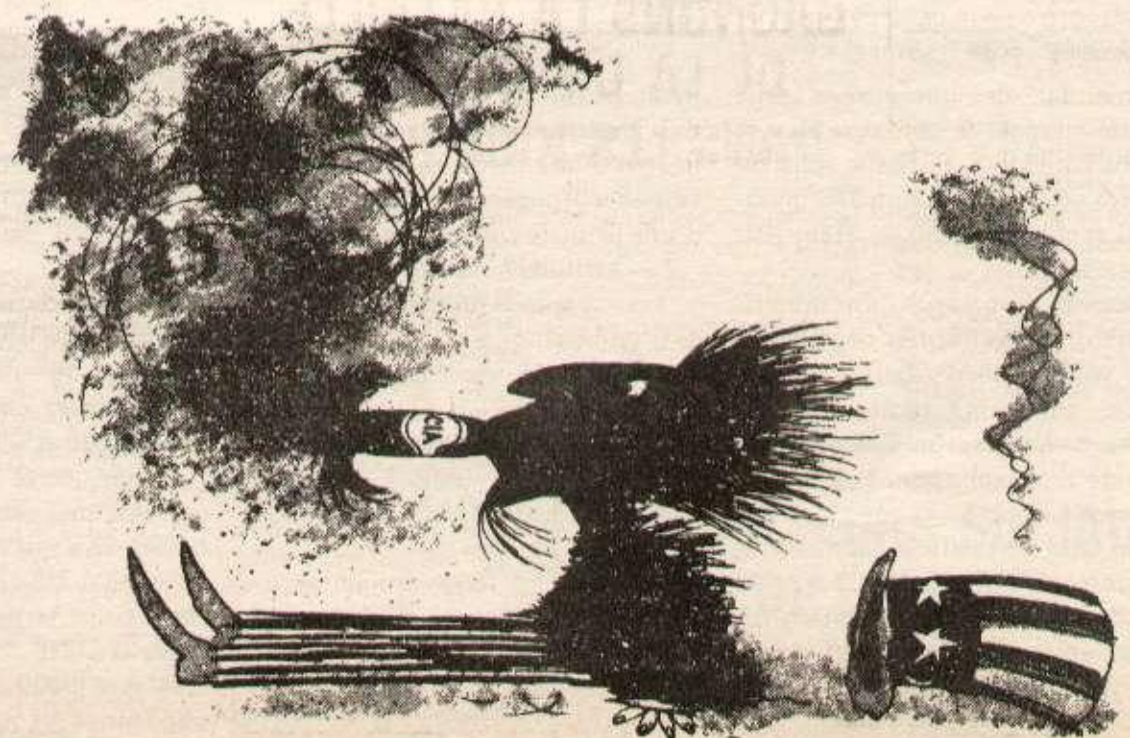
Quand on a vu des artistes, des ouvriers et des paysans créer un art au service du peuple, on ne peut que bondir en entendant que l'on se moque de lui en disant qu'il a besoin d'idoles (peut-être pour oublier qu'il est exploité).

Quand on a participé à ce rassemblement où personne n'était venu pour oublier mais pour repartir plus armé pour les luttes, on ne peut qu'être sûr que cette société et cette culture de stars seront bientôt balayées par la montée du mouvement révolutionnaire des masses.

Vu par «Guardian»

(journal américain radical et indépendant)

**La CIA : une bombe dangereuse pour
ceux qui la manipulent**



L'Humanité Rouge

La pénétration du capital étranger en France

En tant que pays du second monde, la France, pays capitaliste et impérialiste d'une part, est également soumise à de multiples pressions de la part des deux superpuissances, pressions politiques, militaires, économiques.

Quelle est l'importance de la dépendance de l'économie française vis-à-vis du capital étranger, et particulièrement de celui des deux superpuissances, URSS et USA ? Quel est le sens de l'évolution actuelle de cette dépendance ? Quelle est l'attitude de la bourgeoisie monopoliste au pouvoir vis-à-vis des investissements étrangers en France ? Ouvre-t-elle largement les portes aux capitaux russes et américains ou au contraire des contradictions vont-elles se développant avec eux ?

La situation actuelle et son évolution

Selon l'INSEE, les entreprises dont les actionnaires étrangers détiennent plus de 20 % du capital représentent 6,2 % du nombre de firmes françaises, emploient 18 % des effectifs, réalisent 25,6 % des ventes et 24,1 % des investissements de l'industrie.

De ces statistiques on peut déduire que 1/4 environ de l'économie française est placée sous le contrôle du capital étranger. Mais cette pénétration du capital étranger présente également certaines caractéristiques :

— 56 des 200 premières entreprises industrielles sont sous contrôle étranger dont 22 sous contrôle US, 30 sous contrôle du capital d'autres pays ouest-européens. Les États-Unis contrôlent donc un peu moins de la moitié en nombre de ces entreprises ; mais dans les faits c'est un peu plus de la moitié si l'on tient compte de la taille des entreprises, les plus importantes étant sous contrôle américain.

La pénétration du capital étranger est très différenciée selon les secteurs. Dans quatre secteurs (pétrole et carburants, construction électrique et électronique, chimie, machines agricoles), les firmes à participation étrangère représentent plus de 30 % des effectifs et 40 % des ventes. Ce qui prouve que le capital étranger choisit pour ses investissements, soit des secteurs de pointe, soit des secteurs rentables et à haute productivité, n'hésitant pas à procéder à des restructurations importantes pour accroître ceux-ci, d'où licenciements massifs pour les travailleurs.

L'essentiel des entreprises sous contrôle étranger le sont avec un système de contrôle majoritaire (plus de 50 % des actions), les contrôles minoritaires (entre 20 et 50 %) étant peu nombreux.

Une prise de participation minoritaire dans une entreprise correspond à une volonté de diversification des activités sans pour autant avoir le contrôle de l'entreprise. C'est un problème de croissance pour l'entreprise qui investit.

Une prise de contrôle majoritaire, par contre, permet à l'entreprise le contrôle absolu : restructuration du secteur, détermination des activités à conserver ou non : c'est la volonté d'un trust monopoliste d'étendre son

hégémonie. On comprend ainsi mieux pourquoi la stratégie des trusts américains est essentiellement la prise de contrôle majoritaire.

— L'évolution des investissements étrangers en France, que l'on peut suivre à travers la balance des paiements, montre un accroissement de ceux-ci (350 millions de dollars par an pour la période 67-69, plus de un milliard de dollars pour la période 71-72), et, particulièrement de ceux en provenance des USA.

L'attitude complexe de la bourgeoisie monopoliste

L'attitude de la bourgeoisie monopoliste sur la conduite à adopter vis-à-vis des investissements étrangers et en particulier US est complexe et contradictoire. On peut essayer de la saisir à travers deux aspects de sa politique : la législation en cours et son évolution, l'attitude concrète sur certains grands problèmes.

1 — La législation en cours :

Instaurée à l'initiative de De Gaulle (loi du 28 décembre 1966) elle prévoit que tout accroissement du contrôle étranger sur une société, conduisant à ce que plus de 20 % du capital soit détenu par l'étranger, doit être soumis à déclaration préalable au ministère des Finances qui peut ensuite donner son autorisation ou la refuser. Cette loi a été modifiée le 22 février 1971 : si le capital étranger est en provenance d'un pays membre de la Communauté économique européenne, cette déclaration préalable n'est plus nécessaire. Mais cette modification qui va dans le sens de la construction européenne peut également permettre à une entreprise US de s'implanter en France sans contrôle, par l'intermédiaire d'une de ses filiales européennes ; il s'agit alors d'une prise de contrôle camouflée.

2 — Attitude concrète sur certains grands problèmes

a) L'informatique

Créée en 66 sous l'égide de Thomson et CGE, la CII (1) représentait une volonté de réaliser une informatique française indépendante des USA. Elle avait, depuis, acquis 20 % du marché français.

En 1973 est intervenu un accord entre CII, Siemens (Allemagne de l'Ouest) et Philips (Hollande) pour la création d'une nouvelle société, UNIDATA. Cependant la CGE (un

des deux actionnaires de la CII) qui avait largement profité, comme Thomson des subventions gouvernementales, préfère traiter avec la compagnie américaine Honeywell. L'Etat donnait finalement son accord à l'absorption de la CII par Honeywell en rachetant une part du capital d'Honeywell-Bull pour faire taire un scandale trop voyant.

Cet épisode démontre qu'une fraction de la bourgeoisie monopoliste n'hésite pas à céder un secteur important à l'impérialisme américain lorsqu'elle le juge utile pour accroître ses profits dans un autre domaine (ici, notamment, le nucléaire).

b) Le nucléaire

Après l'abandon de la filiale française Graphite-Gaz en 1965, l'arbitrage du gouvernement français se fait entre Framatome-Creusot-Loire et Sogerca-CGE, toutes deux munies de brevets américains (Westing-House pour la première, General-Electric pour la seconde).

Quelques conclusions

Si l'emprise du capital US en France est forte et tend à s'accroître, s'il est exact qu'elle s'exerce particulièrement sur quelques secteurs de pointe ou particulièrement rentables, il est faux de prétendre que la France est économiquement sous la domination du capital US ou même que quelques

pendance technologique notamment.

Par ailleurs, si la trace des capitaux sociaux-impérialistes n'apparaît pas dans les statistiques économiques, il serait erroné d'en conclure que le social-impérialisme soviétique, n'exerçant que très peu de pressions économiques, n'est pas un danger. Il faut également considérer que le social-impérialisme, dont les principales formes de menace se situent au niveau militaire et politique, est également présent au niveau économique, soit par des banques chargées du commerce avec le COMECON, soit par des entreprises contrôlées par le PCF ou par des milliardaires de ce parti bourgeois (Interagra, Doumeng, Ricard...)

L'attitude de la bourgeoisie monopoliste vis-à-vis des deux superpuissances est complexe et non-monolithique. Elle est de toute façon guidée par ses intérêts de classe. Ainsi voit-on une loi créée pour contrôler la mainmise des capitaux US sur l'économie française connaître des cas d'application concrets qui sont une capitulation devant le capital US. Cette attitude hésitante, inconstante est à relier à d'autres éléments qui témoignent dans certains cas de la soumission du gouvernement français devant le social-impérialisme, comme sa participation à la duperie de la

INVESTISSEMENTS DIRECTS AMÉRICAINS A L'ÉTRANGER

(en milliards de dollars)

	1965	1966	1967	1968	1969
Montant (fin d'année)	49,3	54,6	59,5	65,0	70,8
Accroissement	4,9	5,3	4,7	5,5	5,8
— transferts de capitaux ..	3,4	3,6	3,1	3,2	3,1
— bénéfices réinvestis	1,5	1,7	1,6	2,2	2,5
— ajustements (erreurs et omissions)				0,1	
Dépenses totales des filiales américaines en installations et équipements industriels	7,5	8,8	9,3	9,4	10,9

Durant ces dernières années, les investissements américains à l'étranger n'ont cessé de se développer. C'est en particulier en Europe que cette tendance est remarquable. C'est en effet la région du monde où se trouve la plus forte concentration de capitaux US. C'est une des raisons qui font de l'Europe le point-clé de la rivalité des deux superpuissances.

secteurs fondamentaux de notre économie sont entièrement sous son contrôle.

Il serait tout aussi inexact de considérer cette emprise comme négligeable et de raisonner en termes de pourcentages car il faut prendre en considération le fait :

— que cette emprise augmente, — qu'une certaine fraction de la bourgeoisie est toute prête à céder au capital US si elle y voit son intérêt à court terme (exemple : l'attitude de la CGE),

— que d'autres facteurs que la dépendance du capital existent, dé-

Conférence d'Helsinki alors qu'il montre par ailleurs qu'il perçoit aussi la montée de la menace soviétique.

Pour approfondir ces questions

— François Morin : «La Structure financière du capitalisme français» (Calman-Lévy).

— Le Nouvel observateur «Spécial économie» (janvier 76 p. 38-39).

— «L'Année économique et sociale» — supplément aux dossiers et documents du Monde (janvier 76 p. 147).

(Il s'agit bien entendu d'ouvrages principalement intéressants pour les données concrètes qu'ils fournissent et non pour l'analyse politique qu'ils en font).

(1) Compagnie internationale d'informatique